

## ECCP appelle à la protection des palestiniens à Gaza et au respect du droit international

### Description

ECCP condamne la violence dévastatrice en Israël et à Gaza ces derniers jours. Cibler délibérément des civils et mener des attaques disproportionnées et aveugles qui tuent ou blessent des civils constituent des crimes de guerre.

Dans la matinée du 13 octobre, Israël a ordonné à 1,1 million de Palestiniens de quitter la moitié nord de la bande de Gaza occupée, incitant les responsables de l'ONU à mettre en garde contre une catastrophe imminente et sans précédent.

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et les responsables de l'ONU ont exhorté Israël à annuler son ordre d'évacuation, affirmant que forcer les patients vulnérables à évacuer les hôpitaux de Gaza équivaut à une « condamnation à mort » (à « [death sentence](#) »).

Il est vital de s'attaquer à la crise récente, à son contexte et à ses causes sous-jacentes, ainsi qu'à la nécessité absolue pour la puissance occupante ainsi que tous les groupes de résistance des peuples sous occupation de respecter le droit international et l'interdiction de nuire aux civils.

Mais la priorité absolue désormais pour quiconque se soucie des droits de l'homme et du respect du droit international est de faire pression sur les gouvernements et l'ONU pour qu'ils imposent un **cessez-le-feu**, assurent la **protection des civils** et contraignent Israël, la puissance occupante, à autoriser **l'aide humanitaire d'urgence**, y compris de la nourriture, de l'eau, du matériel médical et de l'électricité pour les 2,3 millions de Palestiniens coincés dans la bande de Gaza occupée et hermétiquement assiégée.

Depuis le 8 octobre, les Palestiniens de Gaza subissent les bombardements israéliens les plus intenses, les plus implacables et les plus aveugles jamais enregistrés ([indiscriminate](#)), ciblant les maisons, les marchés, les écoles et les universités ([universities](#)), les hôpitaux, le personnel médical ([healthworkers](#)), les journalistes et l'ensemble des infrastructures civiles. Les forces d'occupation israéliennes mettent en œuvre leur « doctrine Dahiya » ([Dahiya Doctrine](#)), qui appelle précisément à une « force disproportionnée » pour maximiser les dégâts causés aux civils et aux infrastructures civiles. Il s'agit d'une violation flagrante du droit international.

Des familles entières ont, une fois de plus, disparu de la surface de la terre. Depuis samedi, les bombes israéliennes ont tué plus de 1 500 Palestiniens, dont plus d'un tiers de leurs enfants. Plus d'un demi-million de personnes ont été déplacées, avant même les ordres d'évacuation catastrophiques imminents.

**Nous devons agir maintenant, avec la plus grande urgence. De nombreuses vies palestiniennes en dépendent.**

Nous appelons tous les gouvernements européens à demander une **session d'urgence de l'ONU pour mettre fin au prochain massacre à Gaza** et garantir que les conventions des Nations Unies soient pleinement mises en œuvre.

Nous appelons à un **cessez-le-feu immédiat, à une protection immédiate des Nations Unies pour les Palestiniens   Gaza** et à une **allocation immédiate de l'aide humanitaire**.

Traduction : Agence Média Palestine

Source: [ECCP](#)

**date crée**  
2023/10/13